



## « Le clivage entre les élites et le peuple se construit à l'école »

La « compétition scolaire », l'« entre-soi » et la « méritocratie » qui caractérisent l'école française alimentent la « rupture entre les élites diplômées et une grande partie de la population », estime Vincent Troger, maître de conférences en sciences de l'éducation, dans une tribune au « Monde ». Ce texte paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Tribune. Depuis quelques années, le mot « sachant » est apparu dans de nombreux discours publics et sur les réseaux sociaux avec un sens très péjoratif. Nicolas Sarkozy l'avait utilisé en 2008 pour moquer des économistes « qu'on appelle les sachants », Jean-Luc Mélenchon a dénoncé à plusieurs reprises le « cénacle des sachants », Emmanuel Macron lui-même a esquissé un mea culpa dans un discours de 2019 en regrettant d'avoir considéré « qu'il y avait des sachants et des subissants »

Ces politiques instrumentalisent en fait une opinion désormais très répandue dans une partie de la population stigmatisant celles et ceux qui sont jugés arrogants parce qu'ils ou elles légitiment leur participation au débat public et aux décisions politiques par un savoir savant ou une expertise.

Des vaincus et des vainqueurs

C'est un étrange paradoxe que dans un pays qui a poussé si loin la scolarisation de masse et délivre désormais un baccalauréat à presque 80 % de chaque classe d'âge, les détenteurs des savoirs les plus élaborés soient ainsi discrédités. Mais plus paradoxal encore, il est possible que ce soit notre école elle-même, et le principe méritocratique qui la fonde, qui soient la cause de cette rupture entre les élites diplômées et une grande partie de la population. C'est entre autres la thèse défendue depuis longtemps par le sociologue François Dubet, qu'il a approfondie récemment dans un livre écrit avec sa collègue Marie Duru-Bellat intitulé *L'école peut-elle sauver la démocratie ?* (Seuil, 240 p., 17 €).

Les deux sociologues rappellent notamment que le principe de l'égalité des chances et de la réussite par le mérite scolaire suppose que la scolarité soit organisée comme une compétition, avec des vainqueurs et des vaincus, et non comme un effort collectif pour assurer la réussite du maximum d'élèves possible. Notre système d'orientation fonctionne sur une logique d'élimination progressive des élèves qui ne seront pas admis à terme dans les filières sélectives de l'enseignement supérieur, celles qui assurent l'accès aux statuts socioprofessionnels les plus privilégiés. Et pour beaucoup d'entre eux, la défaite est précoce.

La sélection commence tôt

Les évaluations à l'entrée en CE1 repèrent 14,5 % d'enfants dont le niveau est « insuffisant » ou « fragile » en lecture et 48,4 % qui maîtrisent mal les additions. A l'entrée en 6 e, ce sont 17 % des élèves qui n'atteignent pas le niveau minimum requis en français, et 31 % en mathématiques. La récente publication de l'étude Cedre sur les mathématiques vient confirmer la tendance, avec 54,4 % d'élèves en difficulté dans cette discipline dès le CM2, contre 42,4 % en 2014.

Les enquêtes montrent que ce sont ces mêmes élèves en difficulté dans le primaire qu'on retrouve parmi les 13,6 % de jeunes qui n'obtiennent pas le brevet des collèges et les 32,6 % qui ne sont pas admis en 2 de générale et technologique. A 18 ans, l'ensemble des jeunes Français passent un test de lecture lors de la Journée défense et citoyenneté : 22,7 % d'entre eux sont des lecteurs « médiocres », en difficulté ou en « difficulté sévère ». Voilà pour les vaincus de la compétition scolaire, qui représentent donc entre 20 % et 30 % des élèves à la fin de la scolarité obligatoire et qui sont très souvent issus des classes populaires.

Du côté des vainqueurs, la sélection a aussi commencé tôt. A l'entrée en 6 e, 11 % des élèves ont une « très bonne maîtrise » du français et des mathématiques, un chiffre qu'on ne peut que rapprocher des 11,7 % de mention très bien au bac général 2019. A la fin du secondaire, ils sont

21 % d'une classe d'âge à intégrer une filière d'enseignement supérieur sélective (classes préparatoires, médecine, IUT, écoles d'ingénieurs ou de commerce, instituts de sciences politiques...).

Entre-soi scolaire et social

Or cette compétition scolaire précoce s'accompagne aussi depuis plusieurs décennies d'une ségrégation sociale. L'isolement progressif de quartiers populaires entiers dans les grandes agglomérations, les pratiques de détournement de la carte scolaire par les classes moyennes que favorise la publication des évaluations des établissements, la montée des prix de l'immobilier dans les centres-villes sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour dessiner une géographie scolaire qui isole des zones très favorisées d'un côté et de véritables ghettos de l'autre.

Autrement dit, une proportion significative de nos meilleurs élèves a été très tôt scolarisée, parfois dès le primaire et presque toujours au collège, dans un entre-soi à la fois scolaire et social. Les sociologues de la jeunesse nous disent aussi que les enfants des classes populaires et ceux des classes les plus privilégiées ne se rencontrent que très peu dans leurs loisirs, socialement très différenciés.

L'école massifiée a échoué à assurer la mixité sociale que les pionniers de l'école unique avaient appelée de leurs vœux

Il y a ainsi une forte probabilité pour que les 21 % des élèves qui vont intégrer les filières les plus sélectives de notre enseignement supérieur n'aient que très rarement eu l'occasion de rencontrer au cours de leur enfance et de leur adolescence les 20 % ou 30 % les plus faibles. Faut-il ici rappeler l'itinéraire scolaire d'Emmanuel Macron : collège et lycée jésuite, bac S mention très bien, lauréat du concours général, classe préparatoire à Henri-IV, Sciences Po, ENA, DEA de philo ? L'école massifiée a échoué à assurer la mixité sociale que les pionniers de l'école unique avaient appelée de leurs vœux.

Un jeu truqué

Mais les élites scolaires, qui, en France plus qu'ailleurs, monopolisent les places de pouvoir dans les espaces politique, économique et scientifique, n'ont pas conscience des privilèges dont elles ont bénéficié. Car si la grande majorité de ces bons élèves a été très tôt placée dans les meilleures conditions pour réussir, la compétition entre eux n'en a pas pour autant été moins sévère. Certes, les 20 % ou 30 % de vaincus ont été vite mis hors-jeu, mais parmi les 50 % restant qui n'ont pas accédé au Graal des filières sélectives du supérieur il y a eu des compétiteurs sérieux. C'est sans doute la dimension la plus perverse de notre système méritocratique : les gagnants n'ont pas eu conscience que le jeu était en partie truqué puisqu'ils ont dû se battre pour gagner. Ils pensent donc mériter pleinement leur victoire, et surtout que les vaincus méritent leur défaite.

Le clivage entre les élites et le peuple, si souvent dénoncé aujourd'hui, se construit ainsi à l'école, et c'est la détention du savoir scolaire qui en est devenue le principal facteur. Les vaincus ont dû accepter l'humiliation de leur infériorité. Mais lorsqu'ils constatent que les vainqueurs, une fois installés dans les postes de responsabilité ou de pouvoir, ont bien du mal à comprendre et à résoudre les difficultés du monde contemporain, à la frustration de leur échec s'ajoute alors le ressentiment à l'égard d'une élite dont le mérite scolaire est discrédité et le discours perçu comme arrogant.

De leur côté, les « premiers de cordées » ont beaucoup de mal à reconnaître à ceux qu'ils ont toujours scolairement dominés une capacité à raisonner. Dans son livre *Confusions* (JC Lattès, 216 p., 18 €) où elle décrit son expérience au sein de l'équipe de campagne d'En arche ! [ex-La République en marche], Marie Tanguy propose une remarquable illustration de ce mépris, souvent inconscient : « Concerter pour eux revenait à “ faire de la pédagogie ” à “ rendre acceptable ” la décision déjà prise. » Les décisions que prennent les anciens bons élèves sont forcément bonnes puisqu'ils ont été certifiés les plus compétents, et ils sont surpris que les anciens élèves médiocres ou moyens ne reconnaissent pas leur talent. De leur côté, ceux qui à l'école ont jaloué les « bouffons » et les « fayots » de la tête de classe détestent ces décideurs condescendants.

En 1971, dans *Une société sans école* (Seuil), Ivan Illich avait rêvé d'une éducation qui refuse la course aux diplômes et privilégie des « réseaux de communication à dessein éducatif, par lesquels seront accrues les chances de chacun de faire de chaque moment de son existence une occasion de s'instruire, de partager, de s'entraider » . Peut-être devrions-nous le relire.

Vincent Troger

(Maître de conférence en sciences de l'éducation)